

Première réunion de l'ère Lagarde : la BCE peut-elle se saisir des problèmes structurels qui minent la zone euro ?



La première réunion de la BCE de l'ère Lagarde a lieu ce jeudi. Dans ce contexte, l'institut Thomas More publie une étude sur les enjeux économiques et sociaux actuels pour l'institution monétaire.

Avec Didier Long

Atlantico : La première réunion de la BCE de l'ère Lagarde a lieu ce jeudi. Dans ce contexte, l'institut Thomas More publie une étude sur les enjeux économiques et sociaux actuels pour l'institution monétaire. Didier Long, directeur de recherche au CNRS, co-rédacteur de cette étude avec Sébastien Laye, chercheur associé à l'Institut Thomas More, répond à nos questions.

Atlantico : Quelle influence a eu l'euro sur les économies du sud de l'Europe ? Par quels mécanismes ?

Didier Long : Même après la mise en place de l'euro en 1999, les différents pays européens ont continué à gérer leurs économies de manière indépendante, avec une inflation des coûts unitaires de production en France légèrement supérieure à celle de l'Allemagne qui n'a plus été compensée par les réajustements monétaires routiniers. Cumulé sur 10 ans, cet écart d'inflation a pu atteindre 20%. Dès lors, les parts de marché des entreprises françaises à l'exportation en Europe ont baissé de 18% à 12% entre 2000, les marges des entreprises de 38% à 28% et un million d'emplois industriels supplémentaires ont été perdus. L'économie française est alors rentrée dans une spirale destructrice où la faiblesse des marges a pour conséquence la baisse des investissements dont il résulte une hausse du chômage et donc une hausse des charges pour financer un assistanat croissant et donc une baisse des marges des entreprises. Il en résulte après 45 ans de SME puis d'euro une économie sous-dimensionnée avec un taux d'emploi rapporté à la population totale très faible en France et en Espagne (40%) ainsi qu'en Italie (37%) contre 50% aux Etats-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas et un chômage réel de 6.5 millions de personnes en France et de 9 millions en Italie. Une population active réduite doit faire vivre un plus grand nombre de personnes en France ou en Italie que dans les pays au plein emploi, d'où la paupérisation en cours des pays du sud.

Comment est-ce que la politique monétaire depuis la création de l'euro a selon vous impacté le modèle sociale français ?

Les Français au travail payent ainsi de plus en plus de charges et d'impôts qu'ils ne retrouvent pas dans les prestations sociales ou les services publics à leur égard –d'où le mouvement des Gilets Jaunes selon nous-, ceux-ci étant au contraire réduits progressivement par la fermeture d'hôpitaux, de ligne de chemin de fer ou de classes à l'école pour faire face aux coûts croissants du chômage de masse. Nos gouvernements ont également considérablement réduits les dépenses régaliennes de l'armée, de la police et de la justice pour cette raison.

Nous estimons le montant des transferts liés au chômage de masse à 220 milliards d'euros en excès par rapport à l'Allemagne ou au Pays-Bas. Ce montant, qui croît de 6 milliards d'euros par an depuis 40 ans est équivalent à celui des retraites. Or, sans une politique permettant de créer des emplois, il ne reste plus à l'état en faillite que la réduction du niveau des retraites dans une course sans fin pour tenter d'équilibrer ses finances.

Quelles sont vos recommandations pour sortir de ce que vous appelez la "culture déflationniste" européenne ?

La mise en place de l'euro a eu pour conséquence l'apparition d'un excédent commercial allemand énorme qui n'existait pas auparavant de 250 milliards d'euros, soit 8% du PIB tandis que les pays du sud sont en déficits ce qui les oblige à restreindre leur activité pour éviter qu'ils ne s'aggravent. Nous préconisons de rééquilibrer l'économie allemande vers son marché intérieure par une augmentation de 20% des salaires et des retraites en Allemagne sur 5 ans en plus de la tendance actuelle ce qui fera disparaître les excédents commerciaux allemands, les déficits des économies du sud et augmentera la demande qui leur est adressée. Il en résultera une réindustrialisation et une croissance forte dans les économies du sud, mais aussi une augmentation de la croissance en Allemagne dont le niveau de vie des habitants augmentera sensiblement. L'objectif est la création de 20 millions d'emplois dans les pays du sud d'ici 2030, dont 8 millions en France pour revenir au plein emploi à cet horizon.

Vu aujourd'hui le contexte politique en France et en Europe, vos recommandations ont-elles des chances d'être effectivement suivies ?

L'écueil à éviter est que les pays du sud augmentent leurs salaires et retraites à leur tour, ce qui se traduirait par davantage d'inflation, ce que l'Allemagne ne voudra pas. Les résistances seront donc très fortes. Mais la situation actuelle n'est pas durable et certains pays dont la France sont au pied du mur. La BCE a un rôle majeur à jouer en mettant les partenaires face à leurs responsabilités. Christine Lagarde pourrait ainsi tenir ce langage : j'arrive à la présidence d'une institution qui est condamnée si vous, qui êtes responsables des politiques économiques de vos pays respectifs refusez de réorienter la politique européenne vers la croissance.

Le mandat de la BCE devra être étendu avec un objectif de croissance et de plein emploi, qui passe par l'objectif de zéro excédent commercial pour les pays de la zone euro comme l'avait préconisé à l'époque Helmut Schmidt, objectif qui ne peut être réalisé que par une forme certes réduite de gouvernement de cette zone. Selon nous, c'est la seule façon de rendre l'euro viable.